



Lettre n° 176 du 31 janvier 2021

**Au sommaire :**

- **Préparer le 4 février et la suite, le besoin impérieux d'un parti de la classe des travailleurs** - *Laurent Delage*
- **Dettes, le capitalisme sénile sous perfusion pour repousser la banqueroute** - *Daniel Minvielle*

## **Préparer le 4 février et la suite, le besoin impérieux d'un parti de la classe des travailleurs**

Samedi 30 janvier, de nouvelles marches des libertés ont rassemblé des milliers de personnes et particulièrement des jeunes venus dire en musique leur besoin de liberté, contester la politique des classes dirigeantes qui condamnent plus que jamais au « boulot, métro, dodo ». Des manifestations qui ont eu plus de mal à rassembler que le 16 janvier mais qui attestent du ras le bol, de la colère qui couve. Milieu militant, Gilets jaunes, jeunes ont manifesté contre la politique sécuritaire du gouvernement, au moment où Darmanin tente de reprendre la main, annonçant un « grand débat » de plusieurs mois sur la police et la gendarmerie dans le cadre du « *Beauvau de la Sécurité* ».

Le 26 janvier, dans l'Éducation, des enseignants en grève ont manifesté leur colère face à Blanquer, aux côtés des salariés précaires dont use et abuse le ministère, ces « premiers de corvée » qui n'ont même pas touché la prime Covid ! Les AED (Assistants d'Éducation), en première ligne dans la mise en œuvre des protocoles sanitaires dans les écoles, les AESH, accompagnant les enfants handicapés, « *100 % nécessaire et 100 % précaire* » !

Des étudiants sont aussi venus dans les cortèges dénoncer cette « *rentrée fantôme* » annoncée par Macron. Ils réclament des moyens, des postes dans les facultés pour l'ouverture en demi-groupe des amphithéâtres, refusant d'être une « *génération sacrifiée* » par la politique de rentabilité et d'économies dans l'Éducation.

Ces manifestations s'inscrivent dans les luttes de ces dernières semaines : le 21 janvier dans la santé et le médico-social ; dans la grève des salariés de Grandpuits entamée depuis le 4 janvier contre la direction de Total qui veut jeter 700 travailleurs à la rue ; dans la manifestation du 23 janvier contre les licenciements à Paris, regroupant des

équipes militantes passant outre la passivité des directions des appareils syndicaux.

Certes, ces luttes restent minoritaires mais, malgré le couvre-feu et les pressions, elles expriment la colère qui se renforce, dans le monde du travail, la jeunesse, tant sur la gestion sanitaire du gouvernement que sur la question sociale.

### **Confinement... La valse-hésitation du gouvernement**

L'absence de politique sanitaire est de plus en plus évidente, renforcée par les déclarations contradictoires de Macron et du gouvernement, qui ont alimenté la chronique des prévisions de la presse toute la semaine. Alors que Castex et Vèran préparaient l'opinion à un confinement plus strict pour mercredi soir, Macron en a décidé autrement. Castex s'est exécuté, en rétro-pédalant et en annonçant vendredi un simple renforcement du couvre-feu... Macron veut dresser son propre personnel politique comme l'opinion, à son pouvoir personnel, le fait du prince.

Leur politique sanitaire se résume à l'annonce du déploiement policier contre... les restaurants et les fêtes clandestines, en stigmatisant « *les dérives de quelques-uns qui ne sauraient ruiner les efforts de tous* » ! Comme si la propagation de l'épidémie pouvait être enrayée par de simples mesures policières contre la population. Ces dernières ne peuvent au mieux que ralentir sa propagation et servent surtout à donner l'illusion que le pouvoir agit.

Duperie, alors qu'aucune mesure d'embauches dans les hôpitaux n'est prévue, ni places supplémentaires en réanimation, ni moyens concrets pour le personnel de santé. Pire, les suppressions de lits continuent à l'Hôpital !

Quant à la vaccination, la gabegie du marché capitaliste s'étale au grand jour. Alors que les gouvernements arrosent les trusts pharmaceutiques d'argent public, ceux-ci vendent aux plus offrants, en fonction des intérêts exclusifs de leurs actionnaires. Pas question de prioriser les populations les plus exposées, les plus fragiles à l'échelle de la planète dans le cadre d'une politique sanitaire globale. Égoïsme et aveuglement des classes possédantes, comme s'il suffisait de fermer les frontières pour arrêter le virus !

## « Le virus des inégalités » et celui des licenciements pour alimenter les dividendes

Le dernier rapport d'Oxfam, baptisé « *le virus des inégalités* » et publié le jour d'ouverture du *Davos Agenda*, ce forum capitaliste regroupant grands patrons et dirigeants de la planète, est une illustration saisissante de cette logique du fric.

En 9 mois, les 1000 personnes les plus riches ont retrouvé leur niveau de richesse d'avant la pandémie. Parmi eux, les 10 premiers (dont Bernard Arnault) ont vu augmenter leur fortune de 540 milliards de dollars depuis mars 2020. Les milliardaires français ne sont pas en reste, ils ont gagné près de 175 milliards d'euros entre mars et décembre 2020, dépassant leur niveau de richesse d'avant la crise.

Les inégalités déjà insupportables s'accroissent, produit direct de la politique de licenciements de ces grandes entreprises, qui bénéficient des aides massives de l'Etat et des « plans de relance ».

Cette rapacité des capitalistes est quotidienne, dans les annonces de suppressions d'emplois ou de licenciements à Sanofi, SKF, Auchan ou dans la brutalité des attaques contre les salariés soumis au chantage à l'emploi comme ceux d'Aéroport de Paris.

## Mauvais coups contre les chômeurs et les précaires

Le chômage explose : + 4,5 % toutes catégories confondues sur l'ensemble de l'année 2020 d'après les chiffres du ministère du travail. Sur la même période, les licenciements économiques ont augmenté de 26,5 % et les ruptures conventionnelles de 7,1 %.

Malgré cette situation, Borne veut passer sa réforme de l'Assurance chômage qui prévoit une diminution importante des allocations pour les salariés en contrats courts, après trois reports et un avis contraire du Conseil d'Etat tellement la réforme est inégalitaire !

Lundi, elle « concertait » les « partenaires sociaux »; qui se prêtent à ce jeu de dupe comme s'il y avait quelque chose à négocier. En fait, elle ne propose que des amendements à la marge à cette loi anti-chômeurs, comme l'idée de décaler l'application de la réforme à des indicateurs économiques « acceptables ». Mais son calendrier est prêt pour faire passer les décrets d'ici un mois.

Les attaques contre les plus précaires ne s'arrêtent pas là. La généralisation des Uber, des VTC avec le confinement a remis la question des travailleurs des plates-formes au

premier plan. Dans deux affaires, la Cour de Cassation leur a donné raison, en indiquant que leur statut de « travailleur indépendant » était fictif. Mais le gouvernement n'en veut pas, pas question de gêner ces plates-formes, en les obligeant à salarier ces travailleurs et à respecter leurs droits.

Une politique d'autant plus inacceptable que la jeunesse paie cher la situation. Les moins de 25 ans sans emploi ou précaires sont en augmentation de 7,1 % sur 2020. La situation des étudiants se détériore, sans perspectives, si ce n'est la précarité des Uber de ce « monde d'après », que mettent en place gouvernement et capitalistes.

## Un programme, un parti pour l'intervention des travailleurs

Le 4 février, dans la suite des précédentes mobilisations, des équipes militantes, nombre de travailleurs comptent se servir de l'appel des organisations syndicales pour exprimer leur colère, mais aussi pour retisser des liens, préparer la suite.

La question de la convergence des luttes se rediscute au vu de la gravité de la situation, comme le 23 janvier contre les licenciements. Elle exprime ce besoin d'affirmer la solidarité entre équipes militantes, par-delà les calculs et les réflexes de boutique des appareils. Mais cette convergence a aussi besoin d'un programme pour se construire, de revendications, d'exigences communes qui se renforcent au fur et à mesure des luttes.

Nous avons besoin d'une politique pour sortir de la défensive, penser la suite, aider celles et ceux qui refusent la prétendue fatalité de la crise et de la pandémie à se rassembler.

Mais bien plus encore que durant le mouvement sur les retraites ou au moment des gilets jaunes, apparaît le besoin d'avoir une réponse globale fondée sur la compréhension de la période et les possibilités et perspectives qu'elle ouvre aux luttes collectives du monde du travail.

Cela passe par une indépendance de la gauche syndicale et politique à la recherche d'une issue dans le cadre du système, un mirage. Le « dialogue social » auquel appellent les directions syndicales, est un leurre qui sert avant tout le gouvernement. Les institutions, la République, revendiquées par Mélenchon, sont là pour servir les intérêts des grandes entreprises.

Face à la décomposition du capitalisme, il y a urgence à ne pas laisser le champ libre à la démagogie réactionnaire de Macron ou de Le Pen, qui l'un comme l'autre voudraient flatter le désarroi pour le soumettre à leurs intérêts politiques au service de l'ordre capitaliste.

Le monde du travail a besoin d'une politique de contestation globale, indépendante, lui permettant d'offrir une autre perspective pour en finir avec le capitalisme, ses inégalités, son incurie. Contre la tyrannie du capital, il peut imposer le contrôle démocratique sur la marche des entreprises, des services publics ou des labos, l'ouverture

des comptes, l'interdiction des licenciements, le partage du travail entre tous et toutes.

Nous avons besoin de renforcer, développer les cadres collectifs, ouverts et démocratiques, pour discuter du programme, des mesures à imposer, des moyens de les mettre en œuvre, unir nos forces, nos compétences, nous

organiser par en bas comme ont su le faire les gilets jaunes ou les collectifs, prenant en main leur propre mobilisation... Prendre en charge la construction de notre propre mouvement, de notre propre parti.

Laurent Delage

## **Dettes, le capitalisme sénile sous perfusion pour repousser la banqueroute**

L'augmentation considérable de la dette publique, résultant des injections massives d'argent dans les plans de soutien à l'économie plombée par la pandémie, inquiète et divise les « spécialistes ». Ils craignent l'explosion d'une nouvelle crise de la dette publique, discutent des solutions les plus à même, selon eux, de la retarder à défaut de pouvoir l'éviter.

Certains économistes, défenseurs déclarés du capitalisme comme antilibéraux, préconisent l'annulation, en tout ou partie, de cette dette. D'autres, comme Olivier Blanchard, professeur d'économie et membre de la commission mise en place en mars par Macron pour préparer un rapport sur « l'après-crise », estiment que « *L'endettement est soutenable et devrait le rester pendant longtemps* »... Tous, derrière les divergences qu'ils affichent, ont un même souci : maintenir à flot un système économique qui prend l'eau de toute part.

Mais leurs « solutions » seront bien incapables de rompre le cercle vicieux dans lequel le mode de production capitaliste est enfermé entre chute de productivité, récession, accumulation de bulles spéculatives, course à l'endettement, le tout sur fond d'aggravation de la crise sociale, explosion des inégalités, du chômage...

Contrairement à ce qu'ils nous serinent, la pandémie n'est pas la cause première de cette situation. Elle ne fait qu'aggraver une évolution, déjà bien avancée, d'un capitalisme sénile qui ne survit que sous perfusion depuis de nombreuses années et dont elle est, par ailleurs, la conséquence. Leurs prétendues solutions ne peuvent, tout au plus, que repousser les échéances.

Il n'y a pas si longtemps, les gouvernements, les banques centrales, le FMI et autres institutions financières faisaient de la limitation des déficits une règle intangible au nom de laquelle ils justifiaient les politiques d'austérité. Ils n'ont pas hésité à faire voler ce dogme en éclat lorsqu'il s'est agi de « sauver l'économie », leur machine à profits, preuve s'il en fallait qu'il n'était qu'un voile sur leur guerre de classe. Aujourd'hui, face à une situation qui est hors contrôle, ce qui était tabou hier devient la règle, larguer les amarres de la dette et des déficits publics... dont il s'agira bien évidemment de présenter la facture à des classes populaires déjà fortement frappées par une crise sociale qui ne cesse de s'approfondir.

Les discours s'adaptent aux circonstances, mais ce sont les mêmes remèdes, des expédients, qui sont appliqués, à plus forte dose, et avec les mêmes conséquences : l'ag-

gravation de l'état du malade, accompagnée de celle, dramatique, de la situation sociale des classes populaires.

### **Une dette publique abyssale qui ne peut que s'accroître**

En France, la dette de l'État s'élève actuellement à presque 2800 milliards d'euros. Elle a augmenté de 260 milliards, 10 %, en 2020. Par ailleurs, le gouvernement s'est engagé à garantir les prêts contractés par de multiples entreprises en difficulté, pour un total de 500 milliards. Ces prêts garantis par l'État (PGE) n'entrent pas dans le bilan de l'endettement, mais ils s'y retrouveront pour une part importante en cas de faillite des entreprises qui les ont contractés. Selon diverses prévisions, entre 4 et 10 % des 132 milliards déjà accordés par les banques avec la garantie de l'État pourraient ne pas être récupérés pour cause d'insolvabilité des emprunteurs. Le Maire vient de négocier auprès de ces banques un délai supplémentaire d'un an pour ces remboursements, mais il envisage aussi de poursuivre la distribution de PGE auprès de nouvelles entreprises en difficulté. Cela évitera peut-être certaines faillites, mais au prix d'un nouvel accroissement de l'endettement public, tout au plus un répit avant l'effondrement.

Certains économistes, comme Olivier Blanchard, expliquent que cet endettement est indolore, puisque l'État français emprunte à des taux négatifs (- 0,35 % en moyenne). Emprunter de l'argent ne coûte donc rien en intérêts et par ailleurs, la dette « roule », c'est-à-dire que le capital emprunté n'est en réalité jamais remboursé, puisque l'État emprunte pour payer ses échéances. Quant aux anciens emprunts réalisés avant la baisse des taux, l'État français comme les autres États de la zone euro peuvent compter sur le soutien de la BCE qui les rachète à coup de milliards, protégeant ainsi les créanciers privés des risques d'insolvabilité. Mais rien ne dit que les taux d'intérêts ne flamberont pas de nouveau dans quelques années, quand il s'agira d'emprunter l'argent nécessaire au remboursement des emprunts réalisés aujourd'hui, et tous le savent bien.

Le fait qu'un État puisse trouver de l'argent à des taux négatifs est par ailleurs un symptôme clair de la maladie qui touche le système dans son ensemble. Des quantités considérables d'argent sont incapables de trouver des investissements productifs du fait que tout un pan de l'activité productive est paralysé, pour une durée que

personne n'est capable de prévoir. C'est pourquoi ils se précipitent encore plus massivement qu'avant le début de la pandémie sur les marchés financiers, en particulier les Bourses, dans une folie spéculative qui fait peser de plus en plus lourdement la menace d'un krach. Cette menace incite les spéculateurs institutionnels (banques, fonds, assureurs...), par ailleurs acteurs principaux de cette folie spéculative, à protéger une partie de leur capital en achetant de la dette d'État. La minorité de parasites qui s'enrichit aux dépens de la société paie pour mettre à l'abri une partie de son capital en faisant le pari que les États et les Banques centrales la protégeront d'un effondrement que tout le monde sait inévitable.

Pari improbable... Car si personne ne peut dire lequel d'un krach boursier annoncé ou d'une crise majeure de la dette se produira le premier, ou si ce sera d'abord une aggravation brutale de la récession mondialisée, la faillite sera inévitablement un enchaînement global. Et seule la prise de contrôle par le monde du travail de cette économie qui court à la faillite peut purger la finance tout en assurant le fonctionnement de la production et la répartition planifiées des richesses, éviter une destruction massive des moyens de production dont une des conséquences serait une aggravation terrible de nos conditions de vie.

### **Annuler ou ne pas annuler, la recherche du meilleur moyen pour continuer les perfusions...**

Selon une professeure d'économie, Jézabel Couppey-Soubeyran, si la BCE effaçait la part de dette des pays de la zone euro qu'elle détient, cela « *neutraliserait complètement l'augmentation de l'encours de dette provoquée par la dette covid-19* ». Sinon, ce serait « *le retour de l'austérité [...] qui a bridé la politique budgétaire et totalement déséquilibré la politique économique de la zone euro* » après la crise des années 2010. L'annulation d'une partie de cette dette « *couperait court à la crainte que pourraient avoir les contribuables, d'impôts nouveaux ou augmentés* » et du coup « *l'économie réelle se porterait mieux libérée de ces tensions* ». Comprendre : « libérée » du risque de contestation sociale qu'un retour aux politiques d'austérité dans une société déjà touchée par une crise sociale sévère ne manqueront pas de provoquer... Et, cerise sur le gâteau, « *l'annulation ne serait pas dommageable puisque les créanciers privés ne seraient pas touchés* »...

Une idée « *idiot* » pour O. Blanchard, « *dangereuse* » pour le rapporteur de la commission finances du Sénat, J.F. Husson, qui explique : « *Croire qu'on pourrait balayer d'un revers de la main la dette serait dramatique. Cela reviendrait à dire que « l'argent magique » existe, tout comme la gomme magique...* » Sauf que l'argent magique existe bien... pour les plus riches, mais il serait dangereux en effet de laisser croire au bon peuple qu'il pourrait être dispensé de payer la facture...

D'autres misent sur une forte remontée de l'inflation qui, en entraînant une baisse de la valeur de l'argent, entraînerait une baisse d'autant de l'ampleur de la dette...

D'autres enfin espèrent le retour d'une croissance forte, s'appuyant sur le développement de l'innovation technologique...

Derrière ces « divergences » ou plutôt ces rêves éveillés d'un capitalisme capable d'amortir sa chute, se trouve une même préoccupation : trouver la meilleure façon ou la meilleure justification pour prolonger la seule politique qu'ils puissent avoir, le maintien sous perfusion d'une économie en panne, générer des profits fictifs dans l'espoir qu'un boom illusoire viendra payer l'addition. Rien n'exclut que la BCE décide, face à l'urgence, de restructurer la dette qu'elle détient, en annule une partie, mesure qui n'aurait rien de « radical » ni ne serait une première, quoi qu'en pensent certains journalistes. Elle est un choix possible parmi d'autres pour tenter d'infléchir la trajectoire de la marche à la faillite, mais bien incapable d'inverser le cours des choses. Les lois de l'économie n'ont rien de naturel, elles sont dictées par le capital, s'adaptent et évoluent en fonction de ses intérêts et des rapports de force.

### **Orthodoxie budgétaire ou déficit sans fin, les profits viennent d'une exploitation sans limite**

Pendant des années, les gouvernements successifs ont justifié leurs offensives contre les travailleurs par la nécessité de respecter la règle de limitation des déficits publics, érigée en dogme. C'est au nom de cette « orthodoxie financière » qu'ils ont mené leurs campagnes contre les retraites, contre les droits sociaux, qu'ils ont cassé les services publics, en privatisant les parties rentables. Leurs politiques d'austérité censées compenser des déficits publics excessifs se sont accompagnées d'une offensive permanente contre les droits du travail, pour laisser les mains libres aux patrons, pour licencier, baisser les salaires, augmenter le temps de travail...

Ces politiques ne devaient rien à la nécessité de respecter des règles réputées intangibles. Elles visaient à maintenir les profits alors que l'économie est frappée par une baisse générale de la productivité du travail et des taux de profit, par l'accentuation de l'exploitation du travail, l'accaparement par une minorité de parasites servis par leur État d'une part toujours plus grande des valeurs produites par le travail.

C'est bien pourquoi l'abandon de cette prétendue orthodoxie budgétaire, alors que la récession économique s'est considérablement approfondie sans réelle perspective de reprise y compris si la pandémie est maîtrisée, ne peut qu'accentuer la détermination des classes dominantes et des dirigeants politiques qui les servent à intensifier l'exploitation du travail, sous toutes ses formes. Le déficit sans fin, c'est la fuite en avant vers une exploitation sans limites.

Cette folie destructrice est déjà en route avec la vague de licenciements, la réorganisation et l'intensification du travail, son uberisation, la baisse des salaires...

## Le capitalisme en phase terminale

Depuis la crise des années 2007-2008, l'économie mondiale est en panne de croissance, confrontée à ce que les économistes appellent « stagnation séculaire ». Contrairement à ce que laissait espérer l'avènement de la révolution technologique de l'informatique, les gains de productivité ralentissent. La baisse des perspectives de profit qui en résulte freine les investissements productifs, les capitaux s'engouffrent dans la spéculation. Par leur politique de taux très bas, les banques centrales ont tenté d'entretenir la circulation de capitaux nécessaire au fonctionnement de l'activité productive, facilitant l'accès au crédit, encourageant l'endettement, tout comme elles rachètent massivement la dette obligataire des États et des grandes entreprises.

La crise du coronavirus a amplifié ce phénomène. Des milliers de milliards ont été déversés sur l'économie mondiale, augmentant d'autant le bilan des banques centrales, faisant exploser la dette des États et avec elle les déficits publics. Faisant de nécessité vertu, les règles fixant des limites à ces déficits ont été déclarées obsolètes par ceux-là mêmes qui les défendaient auparavant. Place à la dette et aux déficits à volonté, avec pour conséquence inévitable l'aggravation de l'état du malade.

Le Maire tente de nous endormir en nous promettant que nous ne paierons ni l'accroissement de l'endettement ni le creusement des déficits, que la croissance qui ne manquera pas de revenir lorsque la pandémie aura été maîtrisée permettra d'éponger la dette... C'est du baratin. Si les mesures prises semblent avoir pour l'instant permis d'éviter de nombreuses faillites, elles sont bien incapables de générer la relance qu'il nous promet. L'INSEE vient d'évaluer à 8,3 % la baisse du PIB pour 2020, tandis que la Banque de France estime à 5 % la reprise en 2021, un chiffre qui pourrait s'avérer bien optimiste. Selon les statistiques publiées il y a quelques jours par la Dares, le nombre de chômeurs de catégorie A a augmenté de 7,5 % au quatrième trimestre 2020 par rapport à la même période l'année précédente. Et cette situation ne peut que s'aggraver. L'OFCE estime que les faillites prévisibles pour 2021 pourraient détruire jusqu'à 180 000 emplois, fermant par ailleurs toute perspective d'embauche pour les jeunes travailleurs. Et cela sans compter la multitude de plans de licenciement qui se préparent dans de nombreuses entreprises qui sont loin d'être menacées de faillite, tel Michelin, Sanofi et bien d'autres.

La récession limite d'autant les perspectives d'investissements productifs. Et plus le capital se trouve dans l'incapacité de réaliser la plus-value ou une plus-value suffisante, plus il a recours au crédit et plus il s'engouffre dans la spéculation. La dette nourrit de plus belle la bulle spéculative. Avant le début de la pandémie, la presse économique faisait ses gros titres sur la double menace d'un krach boursier et du surendettement des entreprises et des États. Aujourd'hui, alors que la pandémie est loin d'être maîtrisée, la menace a empiré dans des proportions considérables, aussi bien du côté des Bourses que du côté

de l'endettement. Krach financier et crise de solvabilité sont plus que jamais en embuscade.

Quelle que soit la façon dont les classes dominantes, les banques centrales et les États trancheront le « débat » qui les agite concernant la façon de traiter la dette publique, annulation ou pas, cela ne changera rien sur le fond à la marche du capitalisme vers l'effondrement. Faire en sorte qu'il n'entraîne pas l'ensemble de l'humanité dans sa chute ne peut venir que de l'initiative des travailleurs, de la jeunesse, de leur révolte et de leurs mobilisations.

## L'antilibéralisme ou « l'oubli » des rapports de classe...

Les économistes des courants antilibéraux participent eux-aussi au débat. Médiapart publiait récemment un article de Romaric Godin intitulé « *Argent magique et monnaie pour tous* ». L'auteur y aborde la question de la réponse à l'endettement par le biais de la politique monétaire. L'intérêt de l'article est de démythifier la question monétaire, de mettre en évidence le rôle que pourrait jouer un Etat, par le contrôle monétaire, sur les orientations économiques. Mais l'auteur ne dit rien des conditions politiques et sociales dans lesquelles pourrait s'exercer un tel contrôle, ce qui laisse la porte ouverte à l'illusion qu'un bon gouvernement, doté d'un bon programme et de bonnes intentions, pourrait inverser le cours des choses par une autre politique monétaire.

R. Godin présente à juste titre la monnaie comme un rapport social, mais sans aborder la nature de ces rapports sociaux. La monnaie est le vecteur de la circulation des richesses au sein de la société capitaliste, mais cette circulation ne relève pas, fondamentalement, de choix politiques, même si ces derniers ont bien évidemment une influence. Elle est avant tout conditionnée par les rapports d'exploitation, « *la façon dont la société humaine produit et échange ses moyens de subsistance* » selon la formule d'Engels. Les richesses que représente la monnaie dans sa circulation sont le produit du travail humain, dont une part toujours plus grande est accaparée par l'extorsion capitaliste de la plus-value, l'exploitation salariale, par les ponctions de l'Etat sur les salaires. C'est ce flux permanent de richesse des 99 % vers les 1 % qui est responsable de l'accentuation insupportable des inégalités sociales, conséquence de l'exacerbation des conditions d'exploitation et de leur condition, la dette, dans une organisation économique à bout de souffle.

La circulation monétaire, au service des plus riches et sous le contrôle de leurs institutions, de leurs Etats et de leurs marchés n'est que le biais par lequel se produit un transfert permanent de richesses dans le cadre de ces rapports d'exploitation. La financiarisation de l'économie, le contrôle de la production et de la circulation des richesses par les banques et les marchés par le biais d'institutions financières (Banques centrales, FMI et autres) et politiques (les Etats) ne relèvent pas de choix politiques arbitraires, mais constituent les fondements même de la domination capitaliste sur la société. Ce sont ces fonde-

ments qu'il s'agit d'abord de remettre en cause, et cela ne peut pas se faire par les urnes, dans le cadre des institutions républicaines vouées à les perpétuer.

## **Pour en finir avec la maladie capitaliste, arrêter les perfusions, prendre le contrôle des banques et de l'économie**

C'est de la révolte qui s'amplifie contre les inégalités sociales qui ne cessent de se creuser, l'insolence des fortunes accumulées par quelques-uns, les mensonges et l'incurie du gouvernement, l'arrogance des patrons que peut naître la seule force capable de mettre un coup d'arrêt à la guerre de classe que nous mènent patrons et gouvernement ainsi qu'à la fuite en avant vers la catastrophe dans laquelle ils nous entraînent.

Le capitalisme a préparé les bases matérielles de son propre dépassement, par la socialisation de l'économie, une division du travail poussée à un degré jamais atteint. Par leur place dans le système de production et d'échange, les travailleurs ont en main, collectivement, tous les leviers de contrôle de l'économie. Dans le cadre des rapports de production capitaliste, au nom de la propriété privée des moyens de production, ils le font au service d'une couche sociale totalement parasitaire pour qui ne comptent que les perspectives de profit. Mais ils ont du même coup les

moyens d'organiser l'appareil de production et d'échange pour leur propre compte, en refusant de se soumettre plus longtemps à la dictature de la propriété, en prenant le contrôle de l'économie.

Cela passe nécessairement par la prise de contrôle de la circulation des capitaux, par l'expropriation des institutions financières privées, leur regroupement au sein d'un monopole public de crédit placé sous le contrôle des travailleurs et de la population. Un tel organisme annulerait immédiatement les dettes, abolirait les marchés financiers, bourses d'actions et autres, mettrait fin aux perfusions à fonds perdus pour orienter l'argent vers les productions nécessaires à la satisfaction des besoins de tous selon une planification établie démocratiquement. C'est en même temps la seule façon de mettre un terme à la fuite en avant vers l'épuisement des ressources naturelles et la destruction des équilibres écologiques.

Une telle prise en main de ce qui constitue le cœur même de l'économie capitaliste financiarisée suppose l'instauration d'une autre forme de pouvoir politique, le démantèlement de l'État capitaliste, son remplacement par une véritable démocratie, révolutionnaire, celle des « producteurs associés ». Une révolution sociale.

*Daniel Minvielle*